

# Ras l'front-Nancy

anciennement «L'Antifa»

«Voilà voilà qu'ça r'commence, Partout partout ils avancent»,  
Rachid Taha

février 1999

## EDITORIAL

Lundi 1<sup>er</sup> février, Jean-Claude Bardet, chef de file des mégrétistes en Lorraine a annoncé de manière directe que, selon lui, «l'insécurité c'est l'immigration»<sup>(1)</sup>. Slogan qu'il se propose de marteler régulièrement dans un périodique qu'il publie dorénavant intitulé «Défendre Lunéville». Jean-Claude Bardet et ses amis, reconnaissant de fait leur échec sur Nancy, ont choisi d'intensifier leur présence sur la ville de Lunéville. Ils souhaitent sans doute refaire le coup de Vitrolles avec des apparitions massives et espèrent conquérir la mairie aux prochaines municipales. Il faut qu'ils s'attendent à trouver sur leur chemin les antifascistes du Sursaut de Lunéville, du CAFAR/Ras l'front et leurs amis à leurs côtés.

Lors de son intervention basée presque exclusivement sur le sujet très médiatique de l'insécurité, Jean-Claude Bardet n'a pas hésité à dire qu'il soutenait Jean-Pierre Chevènement. Ce qui ne nous étonne guère quand on voit ce dernier se prononcer pour le tout répressif en matière de «délinquance des mineurs» ou quand il applique sa politique vis-à-vis des sans-papiers. Sory Diallo, jeune musicien burkinabé a directement fait les frais de cette politique.

M. Chevènement, on a les soutiens que l'on mérite !!!

<sup>(1)</sup> 'Est Républicain 02 fév. 1999

## Qu'en disent-ils ?

Dans un long courrier<sup>(1)</sup>, les catholiques traditionalistes lorrains de 'Chrétienté Solidarité' (C.S.), très très proches du FN, prennent position sur le «pu-putsch».

Suivant dans ses pas leur Président (Bernard Antony), le délégué régional, Yann Baly, explique que «l'initiative de Bruno Mégret est condamnable» car «il n'avait qu'à présenter sa candidature à la présidence du mouvement lors du Congrès de Strasbourg en 1997». Na !

Il continue en commentant les événements : «Cette vieille **nouvelle droite** dont sont issus la quasi-totalité des meneurs de la fronde (...)» a utilisé des «méthodes (...) dignes de la pure tradition gaulliste de la barbouzerie». Elle est en totale contradiction avec C.S. sur «leur conception du nationalisme» qui pour C.S. «s'inspire de l'histoire de nos rois, de la philosophie contre-révolutionnaire et du catholicisme social, des écrits de Barrès, de Maurras et Péguy». «C'est le nationalisme à la française», ajoute-t-il.

Mais aussi en désaccord «sur la question de l'avortement» et surtout sur «le mépris, la haine pour certains, dans lequel ils tiennent tout ce qui touche de près ou de loin le christianisme». Et là c'est au tour du néo-païen, Pierre Vial, de subir leurs foudres.

Bref à C.S., ils rêvent d'«une France (à 80% catholique) rayonnante et présente sur tous les océans de la planète». Le délégué régional termine son courrier en appelant les adhérents et sympathisants de Chrétienté Solidarité à s'«engager aux côtés de nos amis secrétaires départementaux du FN» (lepenistes, bien évidemment) «Pour défendre notre conception du monde, qui est celle de l'Évangile, pour l'idée que nous nous faisons de la Patrie française (...)». Ite, missa est.

<sup>(1)</sup> 'Chrétienté Solidarité-Section lorraine', déc. 98

Les royalistes lorrains ont aussi leur avis sur la question. Dans leur éditorial<sup>(1)</sup>, leur président (marrant pour un fou du roi), Philippe Schneider, explique que puisque le FN «se divise sur des stratégies de prise de pouvoir», c'est qu'il «est aussi républicain que les autres». Alors, ça c'est pas bien !

Il se dit tout de même «touché (...) car c'est le seul parti républicain ayant une certaine idée de défense nationale».

Il remarque «que la division semble (vu de l'extérieur) entre une tendance 'religieuse', catholique essentiellement (...) et 'païenne' de l'autre même s'il y a des exceptions individuelles». Et il ajoute ne pas pouvoir «se trouver aux côtés d'un homme (Pierre Vial)» (encore lui !) et donc aux côtés des mégrétistes.

Il termine sa prose en disant que «tout cela prouve qu'il n'y a aucun espoir dans le régime et qu'il est temps de restaurer la France royale». T'as raison, bouffon !

Stéphane

<sup>(1)</sup> 'La Lorraine royaliste', janv. 99

## Abonnez-vous à Ras l'front (édition nationale)

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
 100 fr  200 fr  PLUS !  
Je m'abonne à Ras l'front pour un an  
(10 numéros) pour la somme de ..... fr  
Chèques à l'ordre de Ras l'front  
A renvoyer à : Ras l'front,

BP 87,  
75561 PARIS CEDEX 12

## En passant par la Lorraine des fachos...

Ce sont finalement près d'une centaine de délégués FN de Lorraine qui ont fait le déplacement à Marignane pour élire leur nouveau chef, Bruno Mégret.

J-CI Bardet, en tournée dans les quatre départements lorrains a déclaré que «*La Lorraine fait un sans faute, il n'y a pas de problème, elle est mégrétiste et non lepenolâtre*»<sup>(1)</sup>, ajoutant que «*Jean-Marie Le Pen devenait une entrave au développement du mouvement*»<sup>(1)</sup>. Il a tout de même reconnu que le mouvement «*est en stand-by pour l'instant*»<sup>(1)</sup>.

Il y a quatre lorrains qui ont été élus au Comité Central du nouveau 'Front National-Mouvement National' : Jean-Claude Bardet et Marc Néguiral (54), Jean-Marie Nicolay (57) et Louis Rouyer (55).

<sup>(1)</sup> 'Républicain lorrain' 11 janv. 99

### Meurthe-et-Moselle

En déc. 98, dans un courrier de deux pages à entête du Front National Fédération de M. et M., Jean-Claude Bardet appelle les «*amis, adhérents et sympathisants du Front national*» à un congrès extraordinaire «*pour sauver le Front National*».

Il analyse la «*crise grave*» et le «*drame*» qui touchent son parti comme la suite du «*succès électoral de Catherine Mégret*» à Vitrolles, de «*l'audience recueillie auprès de l'appareil par son époux, traité de 'Prince Consort'*» lors du congrès de Strasbourg de 1997 et de «*la complète réussite de la stratégie initiée par ce dernier, en accord avec Jean-Marie LE PEN, contre le RPR et l'UDF à l'occasion des élections régionales*». C'est alors que «*Jean-Marie Le Pen, mal entouré et mal conseillé, est sorti de son rôle de rassembleur (...) qu'il avait su si remarquablement incarner (...)*» et a choisi «*délibérément la voie suicidaire de la répression plutôt que la réconciliation*». Il préfère «*détruire l'oeuvre accomplie durant ces 20 dernières années et décapiter le mouvement (...) et saborder le mouvement*» en s'opposant «*au voeu du peuple Front National*». «*Jean-Marie Le Pen a perdu notre confiance*» affirme-t-il.

Les proches de Le Pen sont traités de «*courtisans*»,

«*arrivistes*» et «*envieux*» alors qu'il reprend les termes lepénistes : «*félons*» et «*racistes*». Il déplore aussi d'être pris pour des «*valets et larbins*» servant «*la vanité d'un homme et les privilèges d'une coterie qui fait prévaloir depuis un certain temps ses intérêts personnels sur ceux de la cause nationale et du pays*».

En fait, ses arguments sont les mêmes que ceux avancés nationalement : «*répondre à l'appel solennel de Serge MARTINEZ pour que soit organisé dans les meilleurs délais un Congrès extraordinaire, conformément aux statuts du mouvement*».

Enfin, Jean-Claude Bardet termine son courrier par «*N'ayant jamais cessé depuis 25 ans de combattre au service de notre cause (...)*». Malheureusement pour lui, je me permets de lui rappeler qu'il n'est adhérent du FN que depuis 13 ans (1986), qu'il y a 25 ans il était au RPR et qu'il y a 15 ans, il affirmait que «*La liste Le Pen (...) mobilise les français dans une impasse*». Mensonge donc. Dommage, pour un homme qui termine son courrier par : «*(...) vous pouvez me faire confiance*». Sauf déjà pour les dates...

Le samedi 16 janv., à huis-clos, 70 militants mégrétistes, ont tenu leur congrès. Ils ont élus une trentaine de délégués pour se rendre à Lilliput.

Carmin

### Meuse

Ca a aussi chauffé en Meuse. Exit Louis Rouyer, pro-Mégret et maire du tout-petit village de Vilosnes-Haraumont (au nord de Verdun). Suite à un vote du bureau départemental (4 contre 3) intervenu mi-décembre 98, il a été viré du poste de secrétaire départemental. Les Lepénistes accusent L. Rouyer «*bras droit de Bardet, (d'avoir) préparé ce putsch depuis plusieurs années avec Mégret (...)*»<sup>(1)</sup>. Et ils vont plus loin en lui demandant «*de remettre son mandat régional et laisser le suivant de sa liste prendre sa place (la Verdunoise et lepéniste Pasqualine Moreau)*»<sup>(1)</sup>. C'est d'ailleurs elle qui, le 22 déc., lui a succédé au poste de secrétaire départementale. Elle est déjà conseillère municipale à Verdun. Quelques jours après, Louis Rouyer revient à la charge et annonce que «*Franck Timmermans*

(administrateur mégrétiste du FN, NDLR) *m'a nommé administrateur provisoire du FN de notre département et chargé de la réorganisation du bureau FN Meuse et de l'organisation du congrès départemental qui élira dix délégués pour représenter la Meuse au congrès national.*»<sup>(2)</sup> Et L. Rouyer, de nouveau secrétaire départemental, d'annoncer le nouveau bureau du FN 55 : Louis ROUYER, Bruno BILDE, Christiane LAMOTTE, Angélo CANALE, Bernard GERAUDEL, Paulette GEOFFROY, Pierre SIEB et David PANAS (FNJ).

Le 10 janv., à la mairie de Souilly (55), les mégrétistes meusiens ont tenu leur congrès, entre eux. Mais avec le renfort de J-CI. Bardet, pour qui «*Il va y avoir deux forces politiques à l'issue de ce congrès, une que j'appellerai le canal résiduel, constitué par Jean-Marie Le Pen et sa cour et représentant le passé,*

*l'autre, issue du renouveau du Front national représentée par Louis Rouyer sur la Meuse*»<sup>(3)</sup>. Selon l'Est Républicain, 60% des frontistes meusiens ont rejoint le camp de Mégret. Enfin, les militants ont élus leurs délégué-es pour le congrès de Marignane : Claude BERNARD, Bruno BILDE, Angélo CANALE, Eric CHALUPKA, Paulette GEOFFROY, Roger GEOFFROY, Bernard GERAUDEL, Christiane LAMOTTE, Jean-Pierre LAMOTTE, David PANAS, Bernadette SIBILLE, Pierre SIEB.

C.

<sup>(1)</sup> 'Est Républicain' (Verdun) 20 déc. 98

<sup>(2)</sup> 'Est Républicain' (Verdun) 05 janv. 99

<sup>(3)</sup> 'Est Républicain' (Verdun) 11 janv. 99

PS : Merci aux copains de Verdun pour les renseignements.

Contacts : RI'f-Meuse, BP 65, 55102 VERDUN CEDEX

## Brèves

Thierry Demay, responsable du DPS lorrain a annoncé le ralliement de sa horde à Bruno Mégret. Il se dit le «porte-parole de l'écrasante majorité des militants du DPS de Lorraine»<sup>(1)</sup>. Il juge «inacceptable l'anathème jeté contre ceux dont le seul crime est de défendre les militants et les idées du Front National malgré une hiérarchie résiduelle coupée des réalités»<sup>(1)</sup>.

<sup>(1)</sup> 'Est Républicain' 17 janv. 99

On connaissait déjà le François Guillaume, député RPR de Meurthe-et-Moselle, chassant sur les terres frontistes durant les législatives partielles en 97. Morceaux choisis : «Je constate que, quand il y a des vols de voitures, des incendies, il y a toujours des immigrés ou des personnes d'origine immigrée derrière». «Pour récupérer les électeurs du FN, il nous faut répondre à l'attente des gens, aux valeurs négligées par la droite, comme la patrie, la famille, la sécurité, l'identité française.»<sup>(1)</sup>

Le voici, pour les européennes, sur la liste de Philippe de Villiers (Mouvement pour la France). Le 26 janvier, ils participaient ensemble à un diner-débat organisé par Thierry Hory, responsable mosellan du MPF et conseiller municipal de Marly (57).

En coeur, ils ont rappelé qu'ils sont «attachés à l'Europe des nations» et F. Guillaume d'ajouter que «Pasqua commet une erreur en faisant un rassemblement vers la gauche»<sup>(2)</sup>.

Il a clairement choisi son camp, le zèbre.

<sup>(1)</sup> 'Libération' 04 déc. 97

<sup>(2)</sup> 'Républicain Lorrain' 27 janv. 99

Un triangle d'or (je le crée pour l'occasion) pour les militants d'Act Up-Paris qui ont réveillé Christine Boutin à son domicile, le dimanche 31 janv., tôt le matin avant sa manif. Encore, encore !!

Contacts : Act Up, BP 287, 75525 PARIS Cedex 11

Ils souhaitent être élus au Comité Central du nouveau FN-MN de Mégret. Mais ils ne sont pas tous gagnants.

Liste des onze candidats lorrains :

54 : Jean-Claude Bardet (élu), Jérôme Denolle et Marc Néguiral (élu),

55 : Louis Rouyer (élu) et Bruno Bilde,

57 : Alain Ferré, Gérard Nemesary, Claude Poli, Jean-Marie Nicolay (élu) et Jean-Marie Proth,

88 : François Flamerion.

C.

## Vosges

Les Vosgiens ont aussi le droit de s'amuser un peu. Clairement mégrétiste depuis le départ, l'ex-secrétaire départemental Bernard Freppel ne s'est fait viré qu'après ses petits copains meurthe-et-mosellan et mosellan. Et il a été remplacé à son poste par Jean-Yves Douissard, conseiller régional, qui a mis bien longtemps avant de se positionner pour l'un ou pour l'autre. B. Freppel a été nommé administrateur provisoire pour l'organisation du congrès de Marignane. C'est ainsi que le dimanche 17 janvier, a eu lieu le congrès préparatoire des Vosgiens, à Epinal. Il était placé sous la présidence de Jean-Claude Bardet, en tournée des popotes lorraines. C'est «dans une très bonne ambiance»<sup>(1)</sup> que quatorze délégués ont été élus pour représenter les Vosges, pour un total de 60 votants. Plus les deux conseillers régionaux (Bernard Freppel et Jean-Yves Douissard), membres de droit. «Nous n'avons pas d'état d'âme. C'est une confirmation, nous suivons Bruno Mégret»<sup>(1)</sup>, commentera B. Freppel. Il ajoutera aussi que «C'est à la rénovation et à la mobilisation (d'un Front national fort) que (les délégués) entendent travailler lors du congrès de Marignane»<sup>(1)</sup>. Hypocrite...

<sup>(1)</sup> 'La liberté de l'Est' 18 janv. 99

C.

## Moselle

Selon 'Le Monde'<sup>(1)</sup>, «six des quinze membres officiellement recensés du DPS (57, NDLR), dont le responsable départemental, se sont prononcés en faveur du congrès anticipé réclamé par M. Mégret et ses partisans». Le congrès des mégrétistes mosellans a élu une quarantaine de délégués chargés de les représenter à Marignane.

<sup>(1)</sup> 'Le Monde' 25 déc. 98

C.

## Génération REaCS

Des Nancéien-nes ne sont pas en reste. Ils sont aussi allés grossir les rangs de la manifestation dominicale et apolitique (je me gausse !) des jeunes et vieux cons contre le PaCS.

Sous le nom 'Génération anti-PACS', c'est un collectif d'associations nancéiennes qui a organisé leur pèlerinage : 'Association familiale Catholique' de Nancy et d'Essey-lès-Nancy, 'Comité d'Accueil à l'Enfance' (mieux connu sous le nom de 'SOS futures-mères') et 'Association de la médaille de la famille française' (association qui offre un cadeau Bonux aux mères qui ont fait beaucoup de mômes).

C'est donc près d'une centaine de bigotes et de bigots qui ont enfilé leur lodens, serres-têtes et autres blazers bleu-marines pour défiler aux côtés des Mégret, Millon, Boutin, de Villiers, etc. Apolitique la manifestation...

Mais au fait, pendant leur folle journée, ils ne sont pas allés voir le petit Jésus !

C.



(Charb, Charlie Hebdo 03 fév. 99)

## *Insécurité, violences urbaines, délinquance des mineurs...*

Chirac, Jospin, Chevènement disent STOP à ces fléaux. Toutes les chaînes de télévision animent des émissions consacrées à ce sujet. La criminalité, les délits commis par les mineurs ne cessent de progresser, nous répète-t-on sans arrêt. Les voitures, et avec elles, les banlieues flambent. Toulouse, Strasbourg, Givors, Cergy font la une des quotidiens et des hebdomadaires. Alors chacun y va de son couplet et propose sa solution miracle.

Pourquoi pas la prison pour celles et ceux qui ne paient pas leur titre de transport ? «Réponse pédagogique et non répressive» nous rassure le Procureur de Rouen. Un maire de la banlieue parisienne expérimente depuis presque un an la suppression des aides municipales aux familles dont au moins un enfant mineur est en proie à la justice. Dans la même lignée, le Préfet des Vosges propose de supprimer le RMI aux allocataires parents d'«enfants délinquants».

M. Chevènement reprend une idée déjà ancienne et veut, lui, supprimer les allocations familiales aux mauvais parents. Quand tout le monde échoue, Education Nationale, associations, éducateurs, il faut bien un responsable. Ce sont donc les parents. Nous aimerions autant de fermeté vis à vis du gouvernement et du parlement. Pourquoi ne pas supprimer salaires et avantages divers aux élus tant qu'ils n'arrivent pas à endiguer le problème du chômage ?

Continuons notre inventaire de propositions :

Pourquoi ne pas se lancer dans une grande opération de prisons privées pour y incarcérer les mineurs demande Alain Madelin ? Ne devrions-nous pas éloigner les «sauvageons» interroge Jean-Pierre Chevènement qui n'a apparemment pas fait son deuil de la guerre d'Algérie et qui se croit doté d'une mission civilisatrice.

Ainsi, les syndicats de policiers, un nombre croissant de responsables politiques, quelques magistrats et la plupart des éditorialistes réclament toujours plus de répression. Ils regrettent certains «incidents» comme celui de la mort d'un jeune à Toulouse dans la nuit du 12 au 13 décembre mais ne s'émeuvent pas plus que cela. Il s'agit pourtant de la mort d'un adolescent, ne l'oublions pas. La peine de mort pour les voleurs de voitures n'est pas prévue par la loi à ce que je sache. Les tribunaux, dans la plupart des cas similaires laissent les coupables en liberté. Les statistiques sont formelles. L'acquittement du policier de la DICCILEC qui avait tué un jeune tzigane de 8 ans en août 95 à la frontière franco-italienne n'est que le dernier exemple en date. Chaque verdict de ce type est vécu comme une véritable giflette par les jeunes qui s'identifient souvent aux personnes décédées.

Pour l'opinion publique, les responsables des violences urbaines sont toujours les jeunes. Ils ont pourtant de nombreuses raisons d'avoir la «haine». Les provocations à leur encontre sont multiples. Qu'en est-il réellement de leur situation ? On ne parlera jamais assez des contrôles au faciès incessants dont ils sont les victimes dans les quartiers de la part de fonctionnaires de police qui bien souvent les insultent. Les violences policières à leur encontre sont presque quotidiennes. Les syndicats d'extrême-droite font un tabac dans les commissariats même si leurs collègues tentent de le nier. Les chiffres sont formels.

A Nancy, certains policiers ont trouvé un nouveau jeu. Ils

contrôlent les jeunes vandopériens, les embarquent jusqu'à l'hôtel de police boulevard Lobau. Comme ils n'ont aucune charge à leur encontre, ils s'amuse à les voir repartir à pieds jusqu'à leur domicile. Il s'agit, là encore, d'une provocation gratuite.

Quel «jeune de cité» n'a pas dans son entourage, un frère, un cousin, une tante ou un ami confronté à de multiples tracasseries administratives quand il ne s'agit pas directement d'une expulsion. Ce sont autant de motifs légitimes de révolte.

Jean-Pierre Chevènement évoque fréquemment les zones de non-droit qui existent dans certains quartiers. Mais il ne pense qu'au droit républicain, cher à son cœur, celui des forces de l'ordre, nous, nous pensons aux droits élémentaires que sont le droit à l'emploi, au logement, à l'éducation.

Alors, oui, les problèmes existent. Il ne s'agit pas de les nier. Mais pour les résoudre, il faut en connaître les causes et tenter d'y remédier. Quelques chiffres tout d'abord. 11% d'augmentation de la délinquance des mineurs en 1998. OK. Combien d'utilisateurs de cannabis parmi eux ? Pas de réponse. Combien d'arrestations dans le cadre de Vigipirate ou autour de la coupe du monde de football ? On ne nous le dira pas non plus.

Ensuite, quel avenir la société réserve-t-elle à ces jeunes de plus en plus stigmatisés ? C'est chômage, stages bidons, galère !!! Je voudrais ici vous faire part d'un exemple pris parmi d'autres dans la façon dont sont traités les jeunes des quartiers. E., un jeune homme de nationalité congolaise est en France depuis l'âge de 10 ans. Il effectue un stage dans un organisme de formation de Nancy de mars à septembre 1997. La rémunération de ce stage (500F pour les mineurs, 2.002F pour les majeurs) dépend d'un autre organisme. Ce jeune homme, près de 2 ans après son entrée en stage attend toujours sa rémunération (plus de 6.000F). On lui rétorque aujourd'hui qu'en tant qu'étranger mineur, il avait besoin d'une autorisation de travail pour pouvoir prétendre à ce stage. Or, il n'a jamais été averti de cette exigence.

Il est né en 1985, il était donc mineur lors de son entrée en stage et n'a pas immédiatement fait de démarche de régularisation à sa majorité. A partir de 18 ans, il n'avait pas non plus le droit de travailler. Résultat : les différentes démarches pour lui faire obtenir son dû échouent. Il est aujourd'hui titulaire d'une carte de séjour avec mention salarié.

Il aurait donc travaillé plus de 700 heures pour rien. N'est-ce pas une violence institutionnelle insupportable ?

**Alors pour lutter efficacement contre la délinquance il y a la nécessité de résoudre chômage, exclusion, discrimination. C'est comme les migrations, on aurait beau construire à nos frontières des murs de 50m de haut, celles et ceux qui voudront venir en France entreront.**

**La répression ne peut être une solution si elle n'est pas accompagnée d'actes forts prouvant une réelle volonté de faire disparaître tous ces fléaux sociaux.**

J-C

**La lutte antifasciste a besoin de vous,  
n'hésitez pas à nous contacter :**

**CAFAR/Ras l'front-Nancy**

**B.P. 66**

**54510 TOMBLAINE**